



Association Nationale Transgenre

BP 43670 • 54097 Nancy cedex

Tel : +33 (0)6 25 40 59 21

Courriel : info@ant-france.eu • www.ant-france.eu

Membre de la Fédération LGBT • Membre titulaire du Collectif LGBT Lorraine • Membre de TGEU

Marche des Fiertés
Lesbian and Gay Pride
Législatives
Droits des personnes transgenres

Communiqué de presse du 29 mai 2012.

Pour en finir avec l'homophobie et la transphobie dans la République

Élections législatives des 10 et 17 juin - Pas de droits : pas de voix

Autour du 17 mai 2012, des opérations de sensibilisation et de lutte contre l'homophobie et la transphobie ont été organisées partout dans le monde, et notamment en France. Chaque 17 mai, c'est désormais l'occasion d'agir contre la situation actuelle, trop souvent rythmée par des violences physiques et verbales à l'encontre de la population LGBT (lesbienne, gay, bi, transgenre). La mollesse de l'état français dans la lutte contre l'homophobie n'est plus à démontrer. En ce qui concerne la transphobie, c'est pire : c'est en effet le gouvernement français lui-même qui l'organise, au mépris des engagements internationaux pris par la France, en particulier la résolution 1728 (2010) du Conseil de l'Europe !

Les Marches des Fiertés et Lesbian and Gay Pride qui se déroulent à partir de la fin du mois de mai sont l'occasion de faire entendre notre voix et de délivrer un message fort au nouveau gouvernement pour qu'il instaure une réelle égalité des droits dans notre République et pour qu'il mène une lutte résolue contre l'homophobie et la transphobie.

En ce qui concerne les droits des personnes transgenres, rien n'est acquis aujourd'hui bien que la nouvelle équipe au pouvoir soit plus favorable que la précédente, qui organisait un ensemble de discriminations allant jusqu'à une politique de stérilisation sous contrainte des personnes transidentitaires. Si la mise en place de la transphobie comme 19ème motif de discrimination est une volonté forte du nouveau gouvernement, la fin de la pathologisation, de la judiciarisation de l'identité de genre n'est absolument pas à l'ordre du jour. Le changement d'état civil libre et gratuit, la protection des mineurs transgenres, pour ne citer que ces deux dossiers brûlants ne sont même pas évoqués. La fin de la transphobie d'État n'est pas pour demain si l'on ne fait rien. Des textes comme la Résolution 1728 (2010) du Conseil de l'Europe, les Principes de Jogjakarta ou la récente loi argentine concernant l'identité de genre – qui est un modèle pour le monde entier ! –, permettent de prendre rapidement les mesures législatives nécessaires afin de changer la vie quotidienne des personnes transgenres. Pourquoi rien n'est encore à l'ordre du jour, Monsieur le premier Ministre ?

Nous vous appelons donc à manifester pour vos droits et pour l'égalité de tous et toutes lors des Marches des Fiertés et Gay Pride organisées tout au long de cet été en France : la population LGBT doit être rassemblée et solidaire pour faire avancer la République avec tous ceux et toutes celles qui sont attachés à l'égalité des droits et qui nous soutiennent.

Association Nationale Transgenre

Association loi de 1901 • enregistrée à la préfecture de Meurthe et Moselle sous le n° W543003345
SIRET 530 483 734 00014 • Non soumise à la TVA (article 293B du CGI)

Le 2 juin 2012, la Marche des Fiertés de Lorraine aura lieu à Metz pour illustrer cette solidarité et faire entendre nos voix. Venez nombreuses et nombreux démontrer notre force et notre détermination avant les échéances des prochaines élections législatives ! Nos futurs député(e)s devront vraiment prouver qu'ils sont pour l'égalité républicaine avant d'obtenir un siège à l'assemblée nationale.

Pas de Droits : pas de voix !

Rendez-vous le 02 juin à Metz à partir de 12h00 au village associatif place Saint Louis !

Site Internet : <http://www.marchelgbtlorraine.org/>

Pour l'Association Nationale Transgenre,
Delphine Ravisé-Giard
Secrétaire nationale

Association Nationale Transgenre

BP 43670

54097 NANCY Cedex

Site Internet : www.ant-france.eu

Mail : info@ant-france.eu

Mobile : +33 (0)6 25 40 59 21